

UNE EXPÉRIENCE: LA COMMUNE DE CRONSTADT...

Quarante-quatre ans se sont écoulés depuis l'écrasement du soulèvement de Cronstadt, et Trotsky le révolutionnaire professionnel est allé rejoindre MM. Thiers et Gallifet dans l'interminable galerie des fusilleurs. D'autres et non des moindres, tels Zinoviev et Dybenko, qui avaient participé à l'effroyable répression, ont subi la liquidation physique décidée en haut lieu par Staline.

La sanglante disparition de la commune insurrectionnelle amorçait l'ère de la dictature aveugle du Politburo. Elle fut le parachèvement de la longue période profondément marquée de l'empreinte populaire; la phase révolutionnaire était ruinée à tout jamais.

CRONSTADT ET L'AGITATION RÉVOLUTIONNAIRE

Les «*mutins*» de Cronstadt, que ce soient les marins de la flotte baltique ou les ouvriers de la cité, possédaient tout un passé de luttes révolutionnaires. Leurs capacités politiques, exprimées au cours de leurs revendications, dans leurs tracts, dans leurs journaux, pourraient étonner bien des militants actuels.

La ville bâtie sur une île du golfe de Finlande, d'après les ordres du tsar Pierre le Grand, est à la fois un port militaire et une citadelle armée puissamment. Les activités industrielles découlent de cette position maritime. Ainsi l'entretien des machines navales, les nécessités techniques sont-elles à l'origine de l'emploi d'une main-d'œuvre spécialisée que la propagande exercée par les partis d'extrême gauche avait déjà touchée.

Ces tendances allant des bolcheviks aux anarchistes influencèrent considérablement la plupart des marins et des ouvriers. Cela se traduisit, dès le 26 octobre 1905, lorsque les équipages de la flotte se soulevèrent, puis, en juillet 1906, un mouvement parti de Sveaborg gagne la totalité des îles du golfe. Cronstadt connaît une seconde fois l'ambiance révolutionnaire; sur le cuirassé «*Pamiat-Azova*» la discipline militaire vit un moment de terreur panique rapidement réprimé.

Le 1^{er} décembre de la même année, 683 matelots sont condamnés pour leur activité d'agitateurs. Auparavant, les matelots Glakov, Antonenko, Tchasnik et le lieutenant Schmidt avaient été fusillés pour leur appartenance active à la mutinerie armée du 6 mars 1906.

C'est alors que les attentats individuels ou de groupes, tous réalisés par les socialistes-révolutionnaires, touchèrent implacablement les plus grands de l'Empire.

Les mots d'ordre défaitistes, adoptés et lancés par les différents partis de gauche, trouvèrent un écho favorable parmi les soldats, les marins et les ouvriers fatigués du régime de restriction. La colère menaçait; elle allait éclater si violente, si profonde que les amiraux Virren, Boutakou et Nepline furent abattus par les matelots. Les officiers arrêtés sont aussitôt remplacés suivant le principe d'éligibilité du commandement. Cette décision fut rendue publique le 23 avril 1917 par les «*Izvestia*» de Cronstadt.

«*Une vague d'enthousiasme déferla dans la ville, les délégations ouvrières se pressaient comme en un pèlerinage aux sources de la Révolution*». (Ida Met: «*La Commune de Cronstadt*»).

Les rues, les places connurent une ambiance rarement égalée. Chaque soir se tenaient d'immenses meetings où l'on discutait des problèmes les plus urgents. A ces manifestations spontanées se retrouvaient l'ensemble de la population active et dont les prises de position étaient plus radicales que celles des ora-

teurs, lesquels, pour ne point perdre de leur prestige, se rangeaient à l'opinion la plus largement défendue.

Les relations entretenues avec Petrograd furent le signe d'une profonde identité de vue entre les deux prolétariats.

Lors du soulèvement du 26 octobre 1905, le Soviet de Saint-Pétersbourg exigeait la libération des insurgés de Cronstadt et proclamait une grève générale à partir du 2 novembre.

Le 3 juillet 1917, 2.000 marins armés venus de Cronstadt défilent dans la capitale, inspirant la crainte chez les bourgeois apeurés. Ils étaient suivis par 9.000 ouvriers et ouvrières porteurs de drapeaux rouges et noirs. Scandant le fameux «*Tout le pouvoir aux Soviets!*», ils s'apprêtaient à étendre leur action jusqu'à, la chute du gouvernement de coalition bourgeoise - présidé- par Kerensky.

Mitraillés çà et là, abandonnant des centaines d'entre eux sur le pavé, ils durent rentrer à Cronstadt. La presse bien-pensante orchestra autour de cette «*sédition*» une campagne de calomnies, prétendant que le mouvement avait reçu des consignes de l'étranger et était soutenu par les capitaux occidentaux. Fort de cette louche publicité, Kerensky ordonne la dissolution des unités de la présente flotte et l'arrestation des meneurs, en vue de leur jugement. Roskolnikov, vice-président du Soviet de Cronstadt, répondit par un refus catégorique: «*Il n'y a pas de meneurs parmi nous, nous sommes tous les meneurs de ce mouvement!*».

LA COMMUNE LIBRE DE CRONSTADT

Les ouvriers de Cronstadt réalisèrent, au commencement de l'année 1918, un programme immédiat de socialisation des maisons et groupes d'habitation. «*Le Comité d'urbanisme*» groupant socialistes-révolutionnaires, maximalistes et anarchistes, visita systématiquement les îlots insalubres, recensant les taudis. Les malheureux qui occupaient ces baraques furent aussitôt relogés dans les appartements réquisitionnés. L'entretien des immeubles fut confié à l'organisation syndicale du bâtiment.

Partout où les conquêtes sociales étaient en danger, ceux de Cronstadt se retrouvaient dans la riposte, aux premiers rangs pour sauvegarder les réalisations socialistes.

Malgré la permanence et la dureté du conflit avec la flotte allemande, une *Commission de propagande* assura l'armement du prolétariat, administra le commerce des unités marchandes, enregistra le mouvement de la flotte de guerre.

L'activité propagandiste connaissait une fébrile ambiance se concrétisant par d'innombrables meetings tenus sur la *place de l'Ancre* qui resta, lors des moments tragiques, un des derniers bastions résistant à l'assaut forcené des vagues bolcheviques.

Les petites parcelles de terre côtières furent réunies sous la gestion de «*La Commune libre*» secondée par la coopérative de «*L'Union des laboureurs*» qui employait aussi les soldats et matelots. L'ensemble des forts délégua auprès de «*La Commission technique et militaire*» les marins qui assuraient une liaison permanente du Soviet aux forts.

ÉTABLISSEMENT DU POUVOIR D'ÉTAT

Peu après octobre, le mot d'ordre «*Tout le pouvoir aux Soviets!*», ne trouvait sa pleine justification que dans une libre fédération des communes et des conseils d'usine. Cependant, alors que les uns défendaient âprement les réalisations fondamentales d'une autre vie, les autres organisaient l'État centraliste, renforçant leur pouvoir partisan, rompant le lien d'avec les masses. La bureaucratie prenait des allures tentaculaires qui allaient bientôt envahir les libres activités populaires. Les décisions du pouvoir politique devaient désespérer ceux-là mêmes qui avaient mis toute leur confiance dans la Révolution.

Pendant le rude hiver balte, Petrograd et Cronstadt connurent, en 1921, les conséquences ruineuses d'une situation catastrophique. Pénurie de charbon et rationnement du pain et des denrées de première consommation provoquèrent une légitime colère contre le gouvernement obstiné à poursuivre sa politique statisticienne, et fort étrangère aux besoins des masses affamées.

Les socialistes de droite, groupés autour de Victor Tchernov, profitèrent de ce profond mécontentement pour proposer des mesures qui étaient l'abandon des réalisations fécondes.

Ils envisageaient politiquement le retour à la démocratie libérale en convoquant une *Assemblée constituante*. Mais entre le bolchevisme et ce réformisme parlementaire, l'ensemble unanime des soldats, marins et ouvriers posaient leurs propres revendications, à savoir:

- Suppression des sections politiques contrôlées par les communistes;
- Organisation immédiate de nouvelles élections aux Soviets;
- Liberté de parole, de presse pour les ouvriers, paysans, les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche;
- Égalisation de la ration alimentaire pour tous les travailleurs, excepté ceux des métiers insalubres et dangereux ;
- Suppressions des détachements communistes dans les unités de combat, les usines et les ateliers;
- Suppression de tous les *Politotdiel* (sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées;
- Exiger la désignation d'un bureau de contrôle mobile;
- Libération de tous les prisonniers politiques, ainsi que les ouvriers et paysans, soldats et marins emprisonnés pour différents mouvements.

Cette résolution était une tentative des marins et ouvriers, réunis sur les vaisseaux de ligne «*Petro-pavlosk*» et «*Sébastopol*» pour résoudre les problèmes de ravitaillement et limiter l'exclusive des communistes dans les différentes sphères d'activité révolutionnaire.

Elle n'était nullement l'expression contre-révolutionnaire comme a essayé de le faire admettre Trotsky.

(Suite dans notre numéro de janvier).

Rober CAMOIN.
